



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

LA CRISE ET L'APRÈS

POUR UNE RELANCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE PAR DE NOUVELLES PRATIQUES DÉMOCRATIQUES

Nul ne connaît l'issue de la crise que nous vivons et nous ne maîtrisons pas le cours des choses. Seule certitude : les difficultés économiques et sociales seront majeures en sortie de crise et le risque démocratique élevé. Nous devons donc à la fois répondre à l'urgence, en nous concentrant sur le vécu des travailleurs, et poser des jalons structurants pour l'avenir.

1. CE QUE LA CRISE MET EN LUMIÈRE

Parce cette crise est inédite et ouvre une période de forte incertitude, il importe de ne pas plaquer des modèles prêts à porter sur la sortie de crise, mais d'identifier préalablement ce qu'elle met en lumière. Chaque point pourrait faire l'objet d'un long développement et la liste n'est évidemment pas exhaustive. Nous ne les découvrons pas aujourd'hui mais ils sont mis sous le feu des projecteurs. Ce sont, en creux, autant d'opportunités de dire le monde que nous voulons.

SUR LE PLAN SOCIAL

- La nécessité de services publics et « au public » accessibles à tous et dont il faut accepter qu'ils ne fonctionnent pas toujours en flux tendu (la santé, évidemment, mais aussi l'éducation, la recherche, l'énergie, l'alimentation, la propreté, la sécurité, les transports, la propreté...) → le « care » et les besoins vitaux en première ligne.
- Des métiers à forte valeur ajoutée sociale, peu valorisés économiquement et socialement (prestige social, rémunérations, conditions de travail...), souvent occupés par des femmes.
- La vulnérabilité de ceux qui sont éloignés du cœur de notre modèle de protection sociale et de l'emploi de qualité (les précaires, les indépendants) et des personnes les plus fragiles de notre société (les sans-abris, les migrants, les personnes dépendantes et handicapées, les victimes de violence intrafamiliales, etc.).
- Les inégalités de notre société (ou injustices perçues) : celles-ci se révèlent dans le rapport au confinement (ceux qui le passent dans leur résidence secondaire et ceux qui vivent les uns sur les autres) et au travail (les « exposés » et les « protégés », « ceux qui payent le confinement des autres »), mais aussi dans le télétravail lui-même (en fonction du rapport au numérique, des conditions de vie et d'équipement, de la charge de travail, du fait de garder ou pas ses enfants, etc.) et dans le rapport à la continuité pédagogique (ceux qui peuvent faire école à leurs enfants et les autres), etc. → risque d'accentuer davantage les fractures sociales.
- L'émergence de nouvelles formes de risques psychosociaux.
- L'importance et l'efficacité de notre système de protection sociale qui joue à plein son rôle d'amortisseur, malgré des failles (travailleurs très précaires, jeunes, indépendants travaillant seuls...).
- La méconnaissance de leurs droits par beaucoup de travailleurs et la différence entre ceux disposant d'IRP et les autres.

 @CFDT

 /la.CFDT

 @cfdt_officiel

 CFDT

CFDT.FR

- Une forme de relégitimation du dialogue social qui reste à confirmer (l'exécutif et le Medef ont besoin d'interlocuteurs et de relais dans la période).
- La nécessité d'un tissu associatif solide localement (souvent considéré comme un supplément d'âme) pour maintenir les liens et venir en aide aux plus fragiles.

SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

- L'absence de maîtrise de filières stratégiques au niveau national et européen.
- La dépendance des entreprises à la puissance publique, exacerbée en temps de crise.
- La capacité des entreprises à changer de production (production de gel hydro-alcoolique, de masques aujourd'hui, activités moins intensives en carbone demain ?).
- La volatilité des marchés financiers.
- Les effets d'une politique d'économies de court terme au détriment d'investissements de long terme, notamment dans les services publics.
- L'importance des industries de l'art de vivre dont la crise prive les citoyens (bars, cafés, restaurants, culture, sports, loisirs, tourisme...).

SUR LE PLAN EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

- Une mondialisation sans gouvernance ni régulations suffisantes.
- Les relations d'interdépendance entre États et les difficultés du multilatéralisme.
- La nécessité de l'Union européenne et ses fragilités (notamment l'absence de compétence de l'UE sur les questions sanitaires).
- La capacité de l'Europe à s'affranchir du dogme budgétaire mais l'égoïsme des mieux portants de ses États membres.

SUR LE PLAN DÉMOCRATIQUE ET SOCIÉTAL

- La nécessité d'un État-providence, régulateur et stratège mais un État qui a perdu ses capteurs et sa capacité d'action concrète et de coordination sur certains sujets (préfets, Direccte, ARS) que ce soit du fait de l'absence d'une réelle politique d'aménagement du territoire ou de l'attrition des moyens.
- Une réforme de l'Etat conduite sans réflexion stratégique sur ses missions.
- Le rôle indispensable de certains acteurs sociaux dans la période, sans qui le gouvernement serait complètement dépassé.
- Notre rapport au risque (parallèle crise sanitaire/crise écologique et sociale) et au temps : faut-il attendre de subir les effets de la crise (écologique) pour agir ?
- La concordance entre crise sanitaire, atteintes à la biodiversité et plus largement crise environnementale.
- Les relations d'interdépendance entre individus et le rapport à l'intérêt général.
- Une affirmation de solidarités petites et grandes avec une aspiration au lien social, à la fraternité.
- La fin relative du sentiment d'impuissance politique (ou sa mise entre parenthèse).
- Une tension entre protection sanitaire et libertés publiques, individuelles et collectives.
- De forts risques démocratiques : complotisme ; risque de percevoir les régimes autoritaires comme plus efficaces que les régimes démocratiques ; tentation, une fois le pic passé (et parfois sans attendre) de faire le procès du gouvernement et des institutions qui nous ont mis dans cette situation ; sentiment, en sortie de crise, que les changements ne sont pas à la hauteur des attentes, etc.

2. DES REVENDICATIONS DE COURT ET MOYEN TERME

Il nous faut naviguer entre deux risques.

Le premier est celui du « business as usual », c'est-à-dire un plan de relance destiné à faire repartir le moteur économique en sursrégime dans l'espoir d'un rattrapage, au détriment des enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques. L'exécutif considère qu'il jouera sa survie politique à travers ce plan de relance. La pression sera aussi économique, avec un PIB ramené à ce qu'il était au début des années 2000, une dette démultipliée, des recettes fiscales en berne et de nombreuses entreprises en difficulté.

Nous risquons donc de devoir jouer en défensive sur de nombreux terrains. Cela ne doit pas nous empêcher d'être aussi offensifs et audibles.

Le deuxième risque est celui de l'utopie chimérique. Évidemment, le tableau de la crise invite à y voir l'essoufflement d'un mode de développement et la nécessité d'en bâtir un nouveau, plus durable et solidaire. De nombreuses initiatives sont en train d'éclorre partout (pour lesquelles nous sommes d'ailleurs souvent sollicités) pour « vendre » aux pouvoirs publics et aux médias un modèle « clé en main ». Mais croire que l'on passera en un jour du « jour d'avant » au « jour d'après » est aussi illusoire que le « grand soir ». Et il ne s'agit pas de faire du passé table rase.

Ni ultra-pragmatique ni dans une fuite en avant déconnectée du réel, la CFDT porte une utopie mobilisatrice de transformation sociale qui consiste à agir chaque jour, pas à pas, avec des objectifs de long terme en tête et des valeurs fortes au cœur. C'est ce qui nous distingue de ceux qui brandissent des slogans mais dont nous partageons de moins en moins les valeurs et pas du tout les méthodes d'action. C'est pour cela que « avec qui nous faisons » est aussi essentiel que « ce que nous faisons ».

Il importe donc pour la CFDT de maintenir son cap, donné par nos textes et nos valeurs, **d'un nouveau mode de développement, qui est plutôt conforté par la crise, et de concentrer nos efforts sur quelques revendications fortes qui crantent le changement que nous appelons de nos vœux, articulé autour de 3 enjeux clés :**

- **la justice sociale,**
- **l'urgence écologique,**
- **l'impératif démocratique.**

Cela doit être notre boussole dans une période marquée par la complexité et l'incertitude. Sans tomber dans le travers qui consisterait à lire le monde au seul prisme de cette crise, au détriment de tous les autres sujets que nous traitions auparavant et qui ne vont pas disparaître d'un coup de baguette magique, nous devons **identifier des mesures immédiates qui soulagent et redonnent confiance et cohésion sociale et d'autres qui relèvent du moyen terme et devront être construites démocratiquement pour poser des jalons de plus long terme.**

À COURT TERME : RÉPARER ET APPRENDRE À VIVRE AVEC LE VIRUS**■ Le dialogue social, garant d'un travail de qualité et d'une reprise possible dans les entreprises et administrations**

Les conditions de travail et de protection des travailleurs, les organisations du travail sont des clés pour surmonter la crise et le resteront par-delà le confinement. C'est notre cœur de métier.

- **Revendiquer un dialogue social et professionnel sur des protocoles de reprise de l'activité dans les entreprises et administrations (conditions et organisations du travail, équipements de protection individuels, etc.) et tout au long de la crise sanitaire qui perdure.**

■ Reconnaître les métiers à forte valeur ajoutée sociale

- **Revendiquer des augmentations pérennes de salaires et un travail sur les classifications et/ou des états généraux des métiers.**
- **Reconnaître ces métiers dans les organisations du travail.**

■ Face à l'explosion du chômage, revendiquer des solutions concertées et adaptées à la diversité de la situation des personnes

La forte hausse du chômage actuelle (+7,5% de demandeurs d'emploi sans aucune activité en mars, du jamais vu) et à venir, appelle à se mobiliser pour limiter le nombre de suppression d'emploi et pour mieux accompagner ceux qui seront concernés par le chômage.

- **Revendiquer l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage.**
- **Revendiquer une concertation sur l'emploi dans toutes ses dimensions.**
- **Mobiliser tous les outils existants pour contenir au maximum les suppressions d'emploi sur l'ensemble de la chaîne de valeur.**

■ Répondre à l'urgence des publics les plus fragilisés par la crise

Les précaires, les jeunes en rupture familiale, nombre de travailleurs indépendants, les publics vulnérables ont vu leur fragilité décuplée par la crise.

- **Revendiquer des dispositifs de solidarité adaptés à chacun de ces publics. Ex : ouverture plus large du RSA-jeunes ; pérennisation des chèques-services créées pour les sans-abris ; accompagnement global ; dispositif pour le paiement des loyers...**
- **Revendiquer l'abandon de la réforme des APL, qui accentue la précarité de ceux qui sont déjà les plus fragiles.**

■ Reconnaître les travailleurs qui ont affronté la crise en présentiel

La crise a créé différentes situations de travail : ceux en télétravail ont été protégés sur le plan financier et de leur santé ; ceux en chômage partiel ont bénéficié du soutien public (malgré une perte nette de salaire) ; ceux qui ont dû travailler en présentiel ont subi la peur d'avoir été contaminés ou contaminateurs. La nation leur doit une forme de reconnaissance pas uniquement symbolique.

■ Remettre la qualité du travail et l'emploi de qualité au cœur de notre action syndicale

Outre nos actions dans les entreprises, il s'agit de porter une attention spécifique aux travailleurs précaires, aux sous-traitants, aux prestataires et indépendants.

■ Responsabiliser les entreprises (et les administrations)

Les (grandes) entreprises qui ont bénéficié de l'aide publique devront faire preuve de responsabilité en termes de versement de dividendes, de rémunération des dirigeants, de rachat d'actions, de pratiques fiscales, mais aussi d'emploi, etc. Les employeurs publics ne doivent pas être exemptés du principe de responsabilité, même si celui-ci y prend d'autres formes.

- **Revendiquer davantage de codétermination pour garantir la responsabilité sociale et environnementale des entreprises dans les faits, sur l'ensemble de la chaîne de valeur, poursuivre la pratique d'observatoire des bonnes (et mauvaises) pratiques. Cela passera notamment par la co-construction de leur raison d'être et la mise en place de dispositifs d'alerte. Dans le secteur public, la responsabilité sociale des organisations et la qualité du dialogue social devront être au rendez-vous.**

■ Inventer une gouvernance de la relance

La crise économique et sociale va frapper de manière différenciée les secteurs, les filières, les entreprises, les ménages, les travailleurs. La réponse ne pourra pas être une politique macroéconomique globale, mais des réponses sur mesure pour aider les entreprises clés à surmonter leurs difficultés, accompagner les recompositions sectorielles, aider les travailleurs et les ménages qui en ont besoin. Cela nécessite une connaissance fine, sur le plan national, sectoriel et territorial, du tissu économique et des besoins et donc la constitution d'une institution ou d'une mission ad hoc, sorte de commissariat général au Plan combinant des compétences disparates actuellement (Banque de France, Direccte, direction général des entreprises, BPI, CNI et comités stratégiques de filières, Trésor, observatoires des branches...), ainsi qu'un dialogue social à tous les niveaux.

■ Un accompagnement global

Les travailleurs, comme d'ailleurs les entreprises, qui auront subi la crise de plein fouet auront besoin de l'accompagnement global que revendique la CFDT de longue date pour accéder à leurs droits, sans renoncer à l'enjeu d'en simplifier l'accès, partout où c'est possible.

■ Garantir une pratique démocratique exemplaire

Compte tenu des risques en matière de climat social et de démocratie, la sortie de crise doit reposer sur une pratique démocratique exemplaire qui associe les acteurs économiques et sociaux comme les territoires.

- **Revendiquer une méthode associant expertise, société civile et élus locaux pour surmonter la crise. Cette méthode pourrait s'incarner sous forme « d'états généraux du pouvoir de vivre » pour élaborer conjointement la suite.**
- **Revendiquer un comité d'experts en sciences humaines et sociales pour éclairer les effets de long terme de la crise**

■ Partager les efforts

Le patronat de l'industrie réclame déjà des accords de performance collective. Ceux-ci doivent s'accompagner d'engagements en matière de qualité de l'emploi et de qualité de vie au travail, de dialogue économique et social notamment sur la stratégie, en termes de formation, d'investissement dans la transition écologique.

À COURT/MOYEN TERME : SE PRÉMUNIR

■ Un pacte productif au service d'un rebond écologique et social

Le pacte productif sera l'un des leviers du plan de relance industriel du gouvernement.

- **Recentrer le pacte productif sur ses 2 objectifs initiaux – décarbonation de l'industrie et le plein emploi – en s'appuyant, dans tous les territoires, sur les contrats de transition écologiques, les territoires d'industrie, l'économie circulaire, l'agriculture, l'écologie industrielle, mais aussi la conditionnalité des aides publiques et de la commande publique à ces objectifs écologiques et sociaux.**
- **L'appareil de formation doit être en mesure de répondre à ces enjeux (mutualisation, etc.), avec une gouvernance adaptée.**
- **La recherche et l'innovation doivent être des leviers clés de ce pacte.**

■ Renforcer notre modèle de protection sociale au service de tous

La crise a mis en lumière les failles d'une partie de notre modèle de protection sociale, soit qu'il exclut des publics soit qu'il traite des sujets en silos (santé, à la fois publique, au travail, environnementale). Cela renforce notre volonté de le refonder.

- **Organiser une large consultation permettant de faire des choix collectifs en matière de protection sociale.**
- **Exiger une loi « grand âge ».**
- **Négocier une généralisation de la prévoyance.**
- **Renforcer la portabilité des droits des travailleurs.**

■ Porter la logique de travailler « mieux et tous » plutôt que celle du « travailler plus »

Le projet CFDT de banque des temps (ou compte épargne temps universel) doit bénéficier à tous, pas seulement à ceux qui bénéficient déjà des meilleures marges de manœuvre et de la possibilité d'articuler au mieux les différents temps de la vie. Il s'agit d'un enjeu important pour ne pas voir le climat social se dégrader davantage et éviter une possible confrontation entre travailleurs. Le rapport au temps de beaucoup de nos concitoyens a changé avec cette crise sanitaire, avec la mise à l'arrêt de pans entiers de la société et de l'activité économique. Le temps d'après ne ressemblera pas au monde d'avant et cette question des temps va devenir une question primordiale.

■ Repenser la croissance au prime des nouveaux indicateurs de richesse

La crise a montré que la richesse de notre pays ne se résume pas à la croissance de son PIB : le bien-être de la population, la prise en charge de nos aîné.e.s, des enfants, des plus vulnérables, la santé, l'éducation, les lieux du vivre ensemble (culture, sport, etc.) participent autant de notre richesse que l'alimentation et l'agriculture, un logement décent, les transports, l'énergie, etc.

- **Revendiquer la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse prévus par la loi Saas de 2015 dans la mesure de la croissance des richesses : taux d'emploi, effort de recherche, endettement, espérance de vie en bonne santé, satisfaction dans la vie (sur la base d'une enquête), inégalités de revenus, pauvreté en conditions de vie, sorties précoces du système scolaire, empreinte carbone, artificialisation des sols.**

■ Construire une gouvernance de long terme et des espaces de régulation au service d'une meilleure résilience

- Structurer une pratique démocratique qui articule démocratie politique et sociale, représentative et participative, et garantisse des lieux de régulation à tous les niveaux. Il s'agit de réhabiliter les partis politiques, les syndicats, les associations, bref, les corps intermédiaires.

■ La démocratie participative et la société civile au cœur de projets de développement économique et social durables

- Mettre en place des espaces de dialogue et de co-construction dans les territoires pour donner aux citoyens le pouvoir d'agir sur la conversion écologique et sociale de leur territoire de vie ou d'emploi.
- Valoriser le rôle du bénévolat et favoriser l'engagement associatif.

■ Booster le Green Deal européen pour une sortie de crise par le haut

L'Europe a apporté des réponses à la crise, même si on peut regretter les atermoiements de certains de ses Etats membres. La Banque centrale européenne a joué un rôle clé et l'Union a suspendu le Pacte de stabilité le temps de la crise. Mais l'Union européenne doit se redonner des horizons : une politique budgétaire et monétaire revisitée, davantage de coopération, notamment en matière de politique sanitaire, le socle européen des droits sociaux, une politique commune du médicament, de la recherche, etc. La sortie de crise ne sera efficace que si une coordination européenne prolonge ces avancées. Cela peut être le Green Deal, dont le caractère social et solidaire doit être renforcé.

- Revendiquer, avec la CES, un Green & Social Deal ambitieux (3% du PIB fléchés vers la transition écologique juste, des objectifs de plein emploi et de lutte contre la pauvreté, dans le cadre du socle européen des droits sociaux) qui devienne la boussole de l'Union européenne
- Au niveau mondial, promouvoir un multilatéralisme rénové par une meilleure coordination entre les agences de l'ONU, une mobilisation mondiale sanitaire, alimentaire, sociale, économique : aide humanitaire, droits de tirage spéciaux du FMI, relance mondiale et concertée s'inscrivant dans le cadre des objectifs du développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 de l'ONU.

■ Financer la sortie de crise

L'impact budgétaire de cette crise sera majeur, tant sur le plan des finances publiques que des comptes sociaux. L'investissement de court terme est d'une telle ampleur qu'il va contraindre les choix de long terme pourtant indispensables, les investissements sociaux et écologiques. Il va nous falloir collectivement faire face à ce paradoxe, car l'une des leçons de la crise, c'est la nécessité de « réintroduire le long terme ». Vouloir résorber trop vite la dette ferait courir le risque d'entrer dans une nouvelle décennie de crise. Notre boussole ne doit pas être la dette mais la soutenabilité écologique, sociale et démocratique de notre société. Les efforts devront être redistribués, comme les richesses, afin de consolider le consentement à la solidarité.

- Profiter des taux bas pour investir dans une économie soutenable.
- S'appuyer sur la nouvelle pratique de la BCE en revendiquant la reprise des dettes liées au coronavirus.
- L'épargne peut être mise au service d'une relance écologique et sociale (investissement socialement responsable).
- Une fiscalité plus juste : lutte contre l'évasion fiscale ; des revenus du capital soumis au même barème que les revenus du travail ; un impôt unique progressif sur le capital ; ajout d'une tranche

de 50 % au barème de l'impôt sur le revenu au-delà de 300 000 euros annuels ; réforme des droits de successions et sur les donations pour mettre davantage à contribution les plus hauts patrimoines.

- **Travailler au financement de la protection sociale.**
- **Promouvoir l'idée d'une taxe sur le carbone ajouté.**

■ **Maîtriser et développer nos filières et services publics stratégiques**

Une relocalisation aveugle des activités serait illusoire, voire dangereuse (manque de compétences, risques de représailles économiques, etc.). Mais la France et l'Europe doivent se poser la question de ce qu'elles veulent/peuvent/doivent produire et quels sont les secteurs indispensables à la survie du pays. En parallèle, il s'agit de développer les secteurs essentiels à la transition écologique et sociale : services publics et au public, rénovation thermique des bâtiments, transports (dont fret), énergie, alimentation/agroécologie, bois et forêt, batteries, eau, déchets, santé, restauration des écosystèmes.

- **Revendiquer des états généraux des filières et services publics stratégiques, en France et en Europe.**

3. LE PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

Par la diversité des 55 organisations qui le composent et son expertise, le Pacte du pouvoir de vivre permet de produire une vision d'ensemble cohérente fondée sur ses engagements fondamentaux : une transition sociale et écologique, des valeurs de solidarité, un impératif de revitalisation de la démocratie et de participation des citoyens et des organisations qui les représentent. Il est un levier pour agir durant la crise et porter une vision de l'après-crise.

Dès le début du confinement, le Pacte du pouvoir de vivre a rappelé que nos organisations sont sur le pont pour gérer la crise (et participent à amortir la crise), que les plus précaires sont les premières victimes (inégalités), que le temps est à la gestion de l'urgence, mais qu'il faudra préparer l'avenir.

Début avril, un courrier au président de la République a posé la question de la gouvernance du « plan de relance » : on a entendu le « ce ne sera plus jamais comme avant » et ça doit se faire avec nous.

Les 15 mesures indispensables pour le pouvoir de vivre dès la fin du confinement

Le 2 mai, le Pacte du pouvoir de vivre a écrit au Premier ministre pour lui faire 15 propositions très concrètes à mettre en œuvre dans les jours et semaines à venir pour le pouvoir de vivre après le confinement pour tous les publics qui ont été oubliés par le Premier ministre.

Ce sont les femmes et des hommes qui ont perdu ou risquent de perdre leur emploi ; que l'État a hébergé en urgence et qui se demandent s'ils vont être remis à la rue ; des personnes qui n'ont déjà pas assez pour vivre en temps normal mais doivent supporter des charges supplémentaires et pour lesquelles la question de se nourrir est posée avec encore plus d'acuité ; ceux qui ne voudront pas emprunter les transports en commun mais qui n'ont pas d'espaces sécurisés pour circuler en vélo ; des associations si indispensables au lien social et encore plus dans la période, et qui sont exsangues financièrement...

Il s'agit aussi de s'engager à ne pas prolonger les mesures dérogatoires prises pendant la crise sanitaire. La démocratie doit reprendre ces droits. Et être pleinement articulée avec le progrès social.

Face à la crise inédite que nous vivons et malgré les défis que nous allons devoir affronter, la CFDT n'entend pas céder à une forme de catastrophisme qui pourrait gagner nos militants. Nous avons la responsabilité de participer pleinement à construire un nouveau contrat écologique et social qui associe toutes les forces vives au niveau national et territorial, dans une période de gestion de risque. Nous en avons aussi la force, car nous nous appuyons sur un réseau unique de militants et d'adhérents qui nous permet de porter ce que vivent les travailleuses et travailleurs, afin d'y apporter des réponses.

LES 15 MESURES DU PACTE DE POUVOIR DE VIVRE

1. Verser une aide exceptionnelle de solidarité de 250 € par mois et par personne aux ménages les plus en difficulté.
2. Créer un fonds national pour aider les locataires fragilisés par la crise à payer leurs loyers et leurs charges.
3. Mettre en œuvre le droit au logement pour qu'aucune personne sans domicile mise à l'abri pendant la période de confinement ne soit remise à la rue sans solution.
4. Revaloriser le montant du RSA et l'élargir aux jeunes de 18 à 25 ans.
5. Rendre obligatoire les protocoles d'accord de reprise du travail post-confinement dans les entreprises et administrations.
6. Renoncer à la réforme de l'assurance-chômage.
7. Prolonger les dispositifs d'exception pour l'accès aux soins.
8. Mettre en place des conditions d'accueil et d'intégration dignes pour les migrants et réfugiés
9. Imposer une conditionnalité écologique et sociale à l'octroi d'aides publiques aux grandes entreprises.
10. Verser une prime pour les salarié.e.s des secteurs social, médico-social et sanitaire en première ligne et la mise en place dès à présent d'une Conférence nationale de l'investissement social.
11. Mettre en place un plan d'urgence pour développer l'utilisation du vélo lors du déconfinement et à plus long terme.
12. Mettre en place un fonds de soutien d'urgence dédié aux associations
13. Accompagner les élèves et les étudiants en décrochage ou en difficulté scolaire
14. Ne pas faire entrer dans le droit commun les décisions prises pendant l'état d'urgence sanitaire et revenir sur les décisions prises qui ont abaissé les règles environnementales
15. Tenir une Conférence de la transformation écologique et sociale

En savoir plus sur www.pactedupouvoirdevivre.fr